



### Agenda

#### Lundi 7 octobre

-11h30 : Réunion de la section Économie politique, statistiques et finance, salle 3.

-12h30 : déjeuner des membres.

-15h : **Alain DUCASSE**, restaurateur : « *La cuisine française dans le monde* ».

-Comité secret.

#### Lundi 14 octobre

-15h : **Dominique MEDA**, inspectrice générale des Affaires sociales : « *L'attitude des Français face au travail* » (Grande salle des séances).

#### Lundi 21 octobre

-15h : **Patrick THOMAS**, gérant d'Hermès : « *Hermès, entreprise humaniste* ».

#### Mardi 22 octobre

-15h : Séance de rentrée des Cinq Académies sur le thème : « *Le passé est-il passé ?* ». Discours de **Georges-Henri SOUTOU**, délégué de l'Académie.

#### Lundi 28 octobre

*Pas de séance*

#### Lundi 4 novembre

-12h30 : Réunion de la section Économie politique, statistiques et finance, salle 3.

-15h : **Pierre GATTAZ**, président du directoire de Radiall : « *Comment Radiall est devenu leader mondial* ».

#### Lundi 18 novembre

-15h : Séance solennelle annuelle de l'Académie sous la Coupole. Discours du président et du secrétaire perpétuel, lecture du palmarès par le vice-président.

#### Lundi 25 novembre

-15h : **Catherine PARADEISE**, présidente d'honneur de l'IFRIS : « *La France face aux dilemmes actuels de l'enseignement supérieur dans le monde* ».

### Séance du lundi 30 septembre

Après approbation du procès verbal de la séance du lundi 23 septembre, le président Bertrand Collomb a fait procéder aux dépôts d'ouvrages.

**Jacques de Larosière** a présenté le XIV<sup>e</sup> volume des œuvres complètes du cardinal Henri de Lubac, *Esprit et liberté dans la tradition théologique* suivi de *Petite catéchèse sur nature et grâce* (Paris, Cerf, 2013, 399 pages).

**Georges-Henri Soutou** a présenté *Saint-John Perse* de Henriette Levillain (Paris, Fayard, 2013, 537 pages) et *Histoire secrète de la crise iakienne* de Frédéric Bozo (Paris, Perrin, 2013, 408 pages).

Le président a passé la parole à **Henri de Castries**, PDG d'Axa, qui a fait une communication sur le thème « Axa, leader mondial de l'assurance ». Avant d'évoquer la formidable croissance d'Axa qui, en quelques années, est devenu le numéro 1 mondial de l'assurance, avec quelque 160 000 collaborateurs opérant dans 57 pays, l'orateur s'est félicité de l'invitation de l'Académie, « démarche bien rare en France, où l'on n'écoute guère les chefs d'entreprises qui, pourtant, sont d'authentiques patriotes contribuant largement, par la réussite de leurs projets, au rayonnement du pays et à son développement ». Il a expliqué la réussite de son groupe par « une vision claire et partagée » des buts à atteindre ainsi que par des « valeurs fortes créant la confiance indispensable à de bonnes relations humaines et à la pleine expression du talent des femmes et des hommes qui font l'entreprise ».

À propos de la la crise financière, à laquelle « le secteur de l'assurance a dans son ensemble bien résisté », Henri de Castries a souligné que « lorsqu'ils restent concentrés sur leur cœur de métier, les assureurs sont de formidables stabilisateurs naturels des systèmes et jouent un rôle contra-cyclique tout à fait important dans les situations difficiles ».

L'orateur a en outre présenté ses réflexions sur quatre sujets qui concernent non seulement les assureurs, mais également l'ensemble de la société : le premier est la prise en charge des couvertures en matière de retraite, de santé et de dépendance (mutualisation ou socialisation ?) ; le deuxième est le principe de précaution (Henri de Castries a salué la position prise par l'Académie dans son avis du 10 mai 2004 et il a appelé de ses vœux un débat indispensable, « si nous voulons vraiment redresser la compétitivité de notre pays, doper son attractivité, retrouver notre capacité d'innovation, faire véritablement redémarrer notre croissance ») ; le troisième est la régulation financière, utile et nécessaire, mais dangereuse si elle est « mal pensée et idéologique » ; le quatrième est celui de « la vie privée à l'ère d'Internet et du "Big Data", question éthique fondamentale ».

À l'issue de sa communication, **Henri de Castries** a répondu aux questions que lui ont posées **Thierry de Montbrial, François d'Orcival, Yvon Gattaz, Jean-David Levitte, Jean-Claude Casanova, Georges-Henri Soutou, Pierre Delvolvé, Michel Albert** et **Jean Tirole**.

## **Remise d'épée à Alain Duhamel**

- Le mercredi 25 septembre s'est tenue dans les salons de Boffrand de la présidence du Sénat la cérémonie de remise d'épée d'Académicien à **Alain Duhamel**, élu le 10 décembre 2012 dans la section Histoire et Géographie au fauteuil VII. C'est devant un parterre réunissant le Président **Valéry Giscard d'Estaing**, les Premiers Ministres **Édouard Balladur**, **Alain Juppé**, **Lionel Jospin**, de nombreux anciens ministres et parlementaires, le Chancelier de l'Institut **Gabriel de Broglie**, le Secrétaire perpétuel de l'Académie **Xavier Darcos**, de nombreux Académiciens et personnalités du monde de la presse et des médias qu'ont successivement fait l'éloge du récipiendaire le président du Sénat **Jean-Pierre Bel**, **Philippe Levillain**, **Jean-Pierre Elkabbach** et **Philippe Labro**.

### **À lire**

- **Thierry de Montbrial** : « Perspectives », page 9 à 25 du Ramses 2014 intitulé *Les jeunes : vers l'explosion ?* Extrait : « Il faut gratter la surface pour voir ce qui se cache sous les superstructures étatiques des pays dont les frontières n'ont pas été forgées dans le temps. Au Moyen-Orient, jusqu'au Pakistan et au-delà, en Afrique, en Asie, on ne peut souvent comprendre les situations qu'en prenant acte de ce que des réseaux traditionnels, clairement distincts des États et beaucoup plus anciens qu'eux (familles, tribus, ethnies, etc.), l'emportent sur les cadres plaqués à l'occasion des discontinuités de l'histoire. Pour autant, on ne saurait ignorer que, peu à peu, une discontinuité peut se fondre dans une nouvelle réalité. Je ne doute pas qu'il existe des personnes qui se sentent irakiennes plus encore que chiites ou sunnites, ou encore qu'il existe des Maliens. Mais il me semble qu'en postulant que les habitants de l'Irak se définissent par l'Irak, ceux de la Syrie par la Syrie, ceux du Pakistan par le Pakistan ou ceux du Mali par le Mali, on risque de commettre une simplification qui interdit toute compréhension subtile du présent et, quand l'action est envisagée, peut conduire à des erreurs fatales. Il faut donc admettre qu'en réalité une vaste partie de la planète vit dans un temps psychologique préwestphalien. Dans un tel univers, les acteurs ne jouent pas selon les codes auxquels les esprits formés à l'époque des guerres mondiales et de la guerre froide sont accoutumés. Plus encore, on se fourvoie gravement en plaquant aux régions concernées des idéologies inadaptées. Les Occidentaux vivent sous l'empire des idéologies de l'économie de marché et de la démocratie et entendent les propager. Certes, les fondements philosophiques en sont extrêmement solides et même, au niveau le plus profond, universels. Les difficultés apparaissent avec l'usage que l'on en fait dans des situations concrètes. Ainsi Hubert Védrine a-t-il forgé l'expression heureuse "droit-de-l'hommisme". Je ne reviens pas sur les dévoiements possibles de l'idéologie de la mondialisation libérale, dernier avatar du laissez-faire, laissez-passer. La question de la démocratie est plus pernicieuse, car les esprits rapides ou paresseux tendent à la réduire à la règle de la majorité, particulièrement inadaptée dans les sociétés multiculturelles ou multiethniques, ou plus généralement préwestphaliennes. Le mal est encore plus grand quand on intervient de l'extérieur avec de gros sabots. Lorsqu'une crise tend à s'installer sous le regard des caméras, et plus encore à l'ère des médias et des réseaux sociaux, trop de dirigeants occidentaux réagissent moins selon une réflexion approfondie sur les acteurs et les calculs légitimes des uns et des autres que selon les émotions de leurs propres opinions publiques, lesquelles ont de la réalité des représentations souvent partielles, partiales et déformées, sinon imaginaires. Pourquoi, par exemple, réduire le drame syrien à un affrontement entre des "méchants" – le régime alaouite de la famille el-Assad – et des "bons", constitués en vrac de tous ceux qui veulent abattre ce régime ? Pourquoi ignorer les conseils de prudence prodigués par exemple par le patriarche maronite libanais, le cardinal Raï, et prendre parti pour les islamistes soutenus par le Qatar ou pour les salafistes appuyés par l'Arabie Saoudite, des puissances richissimes, mais à certains égards fragiles et qui ont chacune leurs intérêts, parmi lesquels la démocratie n'occupe certainement pas la position la plus haute ? Pourquoi être toujours du côté des sunnites contre les chiites au lieu de s'intéresser à l'équilibre ? Pourquoi encourager une rébellion quand on devrait savoir que tôt ou tard on fera marche arrière et qu'ainsi, loin d'avoir contribué au règlement d'un problème, on aura poussé à sa radicalisation et finalement contribué à accroître un désastre humanitaire ? Pourquoi les Occidentaux ont-ils toujours tendance à se mêler des affaires des autres quand ce n'est pas strictement nécessaire pour leurs propres intérêts légitimes ? Ne devraient-ils pas considérer que la meilleure façon de propager leurs valeurs, à commencer par la démocratie, est de donner le bon exemple et, dans le cas syrien par exemple, de garder le contact avec toutes les parties en cause et les encourager à se parler selon des modalités conformes à leurs propres traditions ? »

### **À noter**

- **Yvon Gattaz**, président-fondateur de « Jeunesse et Entreprises », présidera le colloque national de son association qui, sous le titre « Entreprendre : de l'envie à l'action », se tiendra le vendredi 18 octobre sur le campus des Cordeliers de l'Université Pierre et Marie Curie, avec la participation de **Geneviève Fioraso**, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et de **Vincent Peillon**, ministre de l'Éducation nationale.

- **Rémi Brague** a donné, sous le titre « Mittelmeer als Mythos » une conférence sur la Méditerranée à l'Académie des sciences du Brandebourg, à Berlin, le mardi 24 septembre.